

Foi chrétienne et engagement politique : un chemin possible ?

« Accorde-nous ton appui, Seigneur,
oui, accorde-nous ton appui
car nous n'en pouvons plus d'être méprisés ;
nous en avons plus qu'assez
de l'ironie des insolents
et du mépris des arrogants ».

Psaume 123

Pourquoi ce psaume ? C'est que bien souvent l'engagement politique est décrié, condamné. Ce psaume, je l'ai reçu dans le contexte d'une grave crise politique et économique que vivait le conseil d'État et de canton de Vaud dans les années 90. Cette plainte : « nous en avons plus qu'assez de l'ironie des insolents et du mépris des arrogants » pourrait être celle de bien des personnes engagées en politique. Car pour beaucoup de nos concitoyens, notamment parmi les chrétiens, la politique, c'est le mal.

D'où vient votre engagement personnel et qu'est-ce qui le nourrit ?

J'ai donc été engagé sur le plan social et politique, mais selon quel chemin ? Si je vous dis 1956, à quoi cela vous fait-il penser, Mesdames et Messieurs ? 56, une année où il a fait très, très froid ! Mais cela n'est pas ce qui m'a marqué à l'époque. Et puis 1956, c'est aussi la crise de Suez, au moment où la France et la Grande-Bretagne alliées à Israël, voulaient prendre le canal de Suez en Égypte avec le fiasco que l'on sait. Mais 1956, pour moi, cela a surtout été l'insurrection de Budapest, lorsque des étudiants, puis tout un peuple en Hongrie, cherchaient à retrouver la liberté contre le communisme avant de se faire écraser par les chars soviétiques.

Budapest m'a marqué : c'était le combat de la liberté contre le totalitarisme, c'était l'écrasement de la liberté par la violence armée, de là ma première prise de conscience politique. J'avais sept ans. À cette époque, toute la Suisse avait été ébranlée, on avait fait sonner les cloches des églises, on avait vécu une minute de silence, on avait accueilli des milliers de réfugiés hongrois, nous avons donné nos meilleurs jouets pour les petits Hongrois et l'on jetait de l'argent dans le drapeau hongrois qui était promené dans les stades de sport. Cela a été une expression de forte solidarité, de forte fraternité. Et nous vivons aujourd'hui le même drame, en pire, avec l'Ukraine !

Je le répète, j'avais sept ans et depuis lors j'ai toujours été intéressé par le monde par la société, par les autres.

Quel était mon parcours ? Je viens d'une famille bourgeoise moyenne avec un père protestant et une mère catholique. Nous discutons beaucoup en famille ; nous parlions du monde, de culture, de musique de théâtre et aussi de sport. Chez nous le sens social était très développé, mon père était engagé en politique (il était syndic de Nyon) et ma mère était très engagée sur le plan social et culturel.

Sur le plan de la foi, j'allais à l'école du dimanche, puis au culte avec mon père et parfois aussi ma mère et depuis tout petit j'avais acquis le sens communautaire. Cela se met s'est manifesté par un engagement dans le scoutisme allant des louveteaux jusqu'à l'équipe cantonale et à la présidence cantonale. Et dans le scoutisme de l'époque il n'y avait pas seulement le sens du service qui était développé mais également un aspect spirituel ; notre responsable cantonale était d'ailleurs un théologien et nous bénéficions de la présence d'animateurs spirituels. C'est ainsi que j'ai pu découvrir Taizé pour une retraite de l'équipe cantonale à fin 68 ou 69 sous la conduite du pasteur Amédée Dubois, Taizé où j'ai pu développer ma foi.

Contrairement à d'autres, je n'ai pas eu de conversion miraculeuse du style de Paul. Mon développement spirituel s'est fait peu à peu depuis l'école du dimanche jusqu'à aujourd'hui, si j'ose dire. ... Eglise en fête, Paroisse œcuménique des Jeunes. Dans mon église locale, j'ai participé au groupe socio-politique œcuménique (c'est un peu la mode à l'époque) tout en étant membre du bureau de l'assemblée de paroisse. La rencontre avec ma femme Élisabeth, a également contribué à enrichir ma foi puisque, outre la rencontre avec les catholiques, elle me permettait une plus grande approche du monde évangélique.

Quant à ma formation, j'ai poursuivi des études de droit et de sciences politiques obtenant un doctorat en droit et un brevet d'avocat.

Quel a été et quel est votre engagement social et politique ?

Ma prise de conscience politique date donc de 1956. Depuis lors j'ai toujours porté un intérêt constant à la vie de la société. Soucieux de liberté, de responsabilité mais aussi de solidarité, un principe qui est lié à notre foi réformée, j'ai adhéré au parti libéral. Précisons qu'on peut être chrétien dans tous les partis, bien entendu.

En 1973 j'étais élu conseiller communal et dans la foulée, en février 1974, élu député au Grand conseil dont je suis devenu le benjamin à ce moment-là. Puis dès 1976 on a proposé le poste de secrétaire général du parti libéral vaudois fonction que j'ai occupée jusqu'en 1982, puis je suis devenu président du groupe au Grand conseil et de 1990 à 2002 conseiller d'État.

Au long de ma carrière j'ai eu à m'occuper de la justice, de la police, des communes, des prisons, de la police des étrangers et de l'asile, de la culture, du sport des affaires extérieures, soit les affaires transfrontalières, fédérales et européennes, excusez du peu !

Et en 2002, j'ai quitté le conseil d'État tout en étant conseiller national à Berne de 1999 à 2011 et en ayant présidé également le parti libéral suisse.

Mon engagement s'est poursuivi au sein de l'Entraide protestante dont j'ai été le président 10 ans de même que dans le domaine culturel (présidence de Procinema suisse, du château de Chillon et du festival international de cinéma documentaire Visions du Réel). Et aujourd'hui je préside un réseau d'entraide et d'appui aux réfugiés ukrainiens.

Le chrétien peut-il donc avoir un engagement social et politique ?

Chrétien et politique ? Vraiment ? Mais la politique c'est sale c'est la magouille, c'est scandaleux ! Ah oui, vraiment, vous avez trouvé ça tout seul ? C'est le pasteur Amédée Dubois qui disait ça quand on lui disait « tout ça, c'est la faute à la société » ; et il répondait « mais la société c'est toi, c'est moi c'est nous ».

Car finalement, la politique, c'est comme la société ; on trouve les mêmes défauts dans le commerce, dans l'industrie, dans la fonction publique, dans les sociétés professionnelles, dans les associations culturelles et même dans nos églises ! La politique, c'est l'humanité, c'est l'homme, qui est, comme disait Pascal, ni ange, ni bête. La politique n'est ni meilleure, ni pire que la société, c'est ce que nous en faisons qui importe, c'est la manière dont nous comportons qui est essentielle.

Alors, finalement, le chrétien peut-il s'engager en politique ? Lorsqu'on me dit : « le chrétien n'a pas à se mêler du monde, n'a pas agir dans le monde », je me demande si nous ne sommes pas plus royalistes que le roi. Certes on peut lire dans la Bible : « Nous ne sommes pas du monde ».

Mais ce verset, « *Ils ne sont pas du monde* » (Jean, 17, 16) a trop souvent été compris comme l'ordre de se séparer totalement du monde, de ne rien avoir à faire avec lui, surtout en politique, alors qu'on oubliait que le même passage indiquait : « *Je ne te prie pas de les ôter du monde* » (Jean 17, 15) et continuait en disant, « *Je les ai aussi envoyés dans le monde* » (Jean 17, 18).

Comme était oubliée l'exhortation de Paul (1 Timothée 2, 1-2) de prier « *pour les rois et pour tous ceux qui sont élevés en dignité, afin que nous menions une vie paisible et tranquille, en toute quiétude et honnêteté* ».

Ou encore était omise l'épître aux Romains rappelant qu'il « *n'y a point d'autorité qui ne vienne de Dieu et les autorités qui existent ont été instituées par Dieu* » (Romains 13, 1 et suivants).

Non la politique n'est pas le mal – elle n'est d'ailleurs que le reflet de la société des hommes, je l'ai déjà souligné – oui, un chrétien peut aussi avoir une vocation de service en s'engageant socialement dans les institutions publiques.

Nous avons à participer à ce que Calvin appelle « *L'ordre de conservation du monde afin qu'humanité règne entre humains* », pour reprendre l'expression du réformateur (Calvin, L'institution chrétienne, tome 4, chapitre XX, Du gouvernement civil). Cet « *ordre de conservation du monde* » que César, que l'autorité, doit assurer n'est pas le royaume de Dieu.

Y a-t-il une politique chrétienne ?

Mais attention alors à ne pas céder à la tentation inverse qui consisterait à déifier la politique et à vouloir faire de la politique « chrétienne » ! C'est ignorer la chute. La politique ne transforme pas l'homme. Et ce n'est pas la politique qui peut créer le Royaume de Dieu.

L'action de l'État se fait toujours par l'extérieur et par la force ; ce n'est pas pour rien qu'on dit que l'État a le monopole de la contrainte.

J'ai été ministre de la justice et de la police. Au point de vue des contraintes il n'y a pas mieux ! Si vous mettez quelqu'un en prison, c'est pour protéger la société et assurer ce que j'appellerai un minimum d'ordre contre des individus dangereux. En faisant cela, nous n'avons pas encore supprimé le mal ! Si c'est donc par l'extérieur que l'État agit, l'Évangile et l'Église agissent par le cœur, par l'intérieur ! L'homme est transformé par la vérité évangélique, par le Christ. C'est tout autre chose qu'une action politique, qui ne pourra jamais

transformer le cœur de l'homme. Cette action politique est donc là pour assurer ce minimum de nous permettre de faire appel au cœur de l'homme.

En d'autres termes, il s'agit de prendre conscience de ce que l'exercice du pouvoir est relatif. Dans ce contexte, l'affirmation que le pouvoir vient de Dieu, mais que l'action politique n'est que contingente, nous permet de nous détourner de tout fondamentalisme, de toute tentation d'hégémonie chrétienne sur le monde. Nous ne pouvons donc céder ni à la tentation du césaro-papisme, lequel absorbe le religieux dans le politique et soumet l'Eglise à l'Etat, ni à la tentation de la théocratie, laquelle absorbe le politique dans le religieux et assujettit l'Etat à la tyrannie ecclésiastique. C'est cette conception qui conduit à la séparation de l'Eglise et de l'Etat.

***Peut-on, doit-on faire avancer le royaume de Dieu à travers son engagement politique ?
Quel rôle peut avoir le chrétien engagé en politique ?***

Ce rôle il s'agit de le prendre au sérieux et cela dans une double démarche.

Tout d'abord en interrogeant la Parole de Dieu, pour savoir ce qu'elle a à nous dire aujourd'hui, là où nous sommes placés.

Ensuite, en interrogeant la réalité concrète, triviale, en interpellant les faits économiques et sociaux.

La Parole tout d'abord, car c'est au travers de l'Evangile, c'est au travers du message de Dieu que nous pouvons découvrir les valeurs éthiques au regard desquelles nous fonderons notre comportement dans le monde.

« *Amour et vérité se rencontrent* » dit le Psaume. Amour et Justice de Dieu qui peuvent se décliner notamment en amour du prochain, respect de l'autre, respect de la dignité de l'homme, exigence de justice, de paix, de réconciliation, refus du mal, des discriminations, liberté et responsabilité personnelle, esprit de service, humilité. La liste peut aisément être allongée.

Cependant, si ces valeurs, si ces critères éthiques découlant directement de la lecture biblique éclairée par l'Esprit sont en quelque sorte absolus, leur application concrète ne peut pas se faire de manière directe dans la société et dans le monde.

C'est là qu'intervient, outre la lecture de la Parole, la deuxième démarche, celle de l'exigence d'observation et d'analyse, c'est là qu'intervient la prise en compte de la réalité humaine et donc l'appel aux connaissances scientifiques et pratiques, à l'analyse et l'expérience.

En fait, la réalité n'est jamais simple. Assurer la justice, oui, mais concrètement, dans telle ou telle situation, qu'est-ce que cela signifie pratiquement ? Et quelles seront les conséquences pratiques de telle ou telle action ? Assurer la justice, par exemple, est-ce renvoyer par la contrainte tel ou tel requérant d'asile ayant pourtant très longtemps séjourné et travaillé chez nous ou est-ce lui reconnaître finalement un statut d'immigré ? La réponse n'est pas univoque.

Éventuellement citer d'autres exemples. Lutte contre le chômage, aménagement du territoire, libération conditionnelle de détenus, pour ne citer que ces exemples.

Le chrétien engagé en politique a-t-il une spécificité (dans son approche et son action) par rapport à d'autres politiciens ?

Nous ne sommes pas meilleurs politiques parce que nous sommes chrétiens, comme on n'est pas meilleur menuisier parce qu'on est chrétien. Nous ne sommes sur ce point pas différents des autres.

En revanche, ce que nous pouvons avoir de spécifique c'est d'être des témoins, des témoins de notre foi en Christ.

Ce que nous avons de spécifique comme chrétiens, c'est d'agir en combattant l'opinion de notre adversaire, mais non pas sa personne. Nous avons à respecter l'autre, à ne pas le calomnier, à être ouverts, à faire preuve d'humilité. Lorsque nous sommes engagés dans un combat politique, il arrive que nous nous emportions ou que nous défendions notre opinion avec une certaine violence en pouvant blesser quelqu'un. Mais parce que nous savons que nous sommes pardonnés, nous pouvons aussi demander pardon et faire preuve d'humilité. Il m'est arrivé une fois ou l'autre de demander pardon à quelqu'un. C'est une attitude que nous pouvons avoir et probablement que, comme chrétiens, nous pouvons l'avoir plus facilement que d'autres. Nous avons aussi à témoigner de cela.

Comme autre spécificité du chrétien engagé en politique, il y a aussi la possibilité de se souvenir que nous avons des frères dans tous les partis. Nous ne pouvons avoir une vision unanime des moyens pratiques pour mettre en avant l'éthique chrétienne, je l'ai dit dès lors, des chrétiens peuvent se trouver dans plusieurs partis politiques tout en partageant leur foi. C'est ainsi que les chrétiens de plusieurs partis se retrouvent soit sur le plan cantonal, soit au Palais fédéral pour méditer et prier une fois par semaine ensemble avant les sessions parlementaires. Lorsque nous avons préalablement prié avec des frères, notre combat politique ou la défense de nos opinions diverses se font dans un esprit différent, plus fraternel.

Comme membres des autorités, nous avons besoin de la prière de communauté. Nous avons besoin d'être remis en question aussi. Nous avons besoin de cette communion avec nos frères, de leurs prières et du contact direct *avec* eux afin qu'ils puissent nous remettre en question. Lorsque j'ai été élu au Conseil d'Etat, j'ai demandé à tous mes amis de *m'avertir* au cas où je me prendrais trop au sérieux afin que "je remette les pieds sur terre ». Si des frères chrétiens viennent vous le dire, vous savez de quel esprit ils sont animés et vous aurez sans doute une écoute plus réceptive.

Une dernière chose encore : si je crois qu'un chrétien peut s'engager en politique, si je crois même qu'il est souhaitable d'avoir des autorités qui soient inspirées par la foi chrétienne, il faut savoir que, d'une part, la charge est lourde et que, d'autre part, le risque est grand de s'isoler ou de céder au cynisme, voire à l'orgueil que peut donner le pouvoir temporel. C'est une raison de plus, me semble-t-il, pour que le magistrat soit accroché à des certitudes solides, qu'il soit enraciné dans des convictions éthiques et spirituelles fortes. Et qu'il se souvienne en toute chose que c'est Christ qui vient en premier

Claude Ruey-Ray, 29 janvier 2023